

Paris, le 7 décembre 2017

Jérusalem : L'image fallacieuse des Etats-Unis « parrain du processus de paix » au Proche-Orient vient de voler en éclats

[Déclaration de la Présidente de Plateforme des ONG françaises pour la Palestine](#)

La décision unilatérale du président des Etats-Unis de déclarer Jérusalem capitale de l'Etat d'Israël est une nouvelle étape dans la participation active des USA dans les violations constantes du droit international et des droits du peuple palestinien.

Partisans actifs du plan de partage de l'ONU qui en 1947 déposséda les Palestiniens d'une grande partie de leur terre, les USA ont ensuite accompagné l'occupation de Jérusalem-Ouest par l'armée israélienne en 67. Ils prétendent aujourd'hui faire de Jérusalem la capitale d'Israël, en opposition à l'ensemble de la communauté internationale, et au risque de déclencher un embrasement au Proche et Moyen-Orient.

Si les différentes administrations états-uniennes ont prétendu au rôle de médiateur impartial dans le « conflit israélo-palestinien », leurs choix stratégiques dans la région ont toujours démenti cette neutralité officielle. Ainsi l'axe USA-Israël-Arabie saoudite qui s'est installé récemment entend-il en fait s'opposer à l'Iran, créer un autre ordre régional, au détriment des Palestiniens et de la stabilité de la région.

Le lobby pro-Israël aux Etats-Unis a un poids considérable, qu'il s'agisse de l'Aipac ou des chrétiens évangélistes. Il semble que ces derniers l'aient emporté auprès de Trump, dont la folie apparente et l'imprévisibilité avérée s'accommodent fort bien d'un processus colonial d'épuration ethnique sur la base d'une extrême religiosité [1]. L'appropriation unilatérale de Jérusalem en est l'aboutissement symbolique, marqué concrètement par le déplacement de l'ambassade des Etats-Unis de Tel-Aviv à Jérusalem.

Trump se dit pourtant déterminé à obtenir un accord de « paix » sur la base de deux Etats. Néanmoins, ses envoyés Kushner et Greenblatt sont activement impliqués dans le soutien aux colonies, et cela en dit long. De plus, l'Etat palestinien ne serait qu'une coquille vide, « composé de plusieurs fragments de la Cisjordanie, sans continuité territoriale, et une souveraineté limitée des Palestiniens sur leur propre territoire. La majorité des colonies actuelles de Cisjordanie restent en place, sous contrôle israélien. Jérusalem devient la capitale d'Israël mais pas celle de l'État palestinien éparpillé, qui pourrait être installée à Abou Dis, une agglomération de l'est de Jérusalem, mais isolée de la ville par le mur de séparation. Autre disposition du plan : aucun droit au retour, même symbolique, ne sera reconnu aux réfugiés palestiniens et à leurs descendants [2] ».

Trump joue avec le feu dans cette région explosive du monde, dans cette ville qui concentre les trois religions monothéistes, et les chancelleries des cinq continents s'en inquiètent à juste titre. La validation a posteriori par les Etats-Unis de l'annexion illégale [3] de Jérusalem par Israël en 67 est une provocation très grave. La France a fait savoir son inquiétude et demandé, avec d'autres, une réunion du Conseil de Sécurité.

Jérusalem n'est pas, ne peut pas être la capitale d'Israël seul, au regard du droit international -celui même qui a permis la création d'Israël. La résolution 181 des Nations unies est explicite sur le statut « internationalisé » de la ville [4]. Quant aux Accords d'Oslo de 1993, ils affirment que toute décision sur Jérusalem devra relever d'un accord entre Palestiniens et Israéliens.

Et ce n'est pas Trump, avec toute la puissance de son empire qui peut en décider autrement. Il n'a aucune légitimité, aucun pouvoir pour le faire. **Que les Etats-Unis déclarent Jérusalem capitale d'Israël n'en fait en aucun cas une réalité.** Nous ne devons pas accepter et intrioriser ce coup de force comme le nouveau paradigme qui définira le sort du Proche-Orient, et bien au-delà.

Nous ne reconnaissons absolument pas la validité de la déclaration du président des Etats-Unis, et nous en appelons au gouvernement français pour qu'il s'y oppose explicitement et qu'il reconnaisse au plus vite l'Etat de Palestine, premier contre-feu à cette dangereuse provocation [5].

Claude Léostic, présidente de la Plateforme des ONG françaises pour la Palestine

[1] https://www.lexpress.fr/actualite/monde/amerique-nord/jerusalem-qui-sont-les-chretiens-sionistes-derriere-la-decision-de-trump_1966871.html#2gX4XEwPBmDr0R7d.01

[2] https://www.mediapart.fr/journal/international/061217/un-coup-de-force-et-une-alliance-inedite-entre-usa-israel-et-arabie-saoudite?utm_source=facebook&utm_medium=social&utm_campaign=Sharing&xtor=CS3-66

[3] [Résolution 242](#) du Conseil de sécurité des Nations unies.

[4] « régime international de Jérusalem » [Résolution 181](#) de l'Assemblée générale des Nations unies.

[5] Coup de force relayé en France par une demande indécente du Crif, officine de soutien à Israël.

Contact :

Claude Léostic, 06 72 51 64 90

Plateforme Palestine, 01 40 36 41 46, contact@plateforme-palestine.org